

de l'Allemagne. Nous renouvelons et réaffirmons la déclaration que nous avons faite le 23 octobre 1954 d'établir sur une base solide la sécurité et la liberté de Berlin. La prolongation de cette injustice envers le peuple allemand sape la confiance internationale et met la paix en danger. A la conférence des chefs de gouvernement qui s'est tenue à Genève en juillet 1955, les dirigeants soviétiques se sont solennellement engagés à coopérer à la réunification de l'Allemagne au moyen d'élections libres et "conformément aux intérêts nationaux du peuple allemand et aux intérêts de la sécurité de l'Europe". Nous appelons le Gouvernement soviétique à honorer cette promesse.

3. Nous avons examiné la situation dans le Moyen-Orient. Conformément aux buts pacifiques de notre Alliance, nous proclamons que nos gouvernements donnent leur appui à l'indépendance et à la souveraineté des États de cette région et s'intéressent au bien-être économique de leurs peuples. Nous estimons que la stabilité de cette importante région est essentielle pour la paix du monde.

4. Nous nous déclarons intéressés au maintien de la paix et à l'établissement de conditions de stabilité et d'équilibre économique et politique dans le continent africain, qui est d'une importance vitale. Nous espérons que les pays et les peuples de ce continent qui sont disposés à le faire, participeront, au sein du monde libre, aux efforts déployés pour y parvenir. Nous proclamons que nos pays sont disposés, pour leur part, à coopérer à cette fin avec les pays et les peuples d'Afrique. Les liens amicaux de caractère historique, économique ou autre qui unissent certains pays européens à l'Afrique rendent leur coopération particulièrement souhaitable et efficace.

5. Au cours de notre examen de la situation internationale, nous avons discuté des graves événements qui viennent de se produire en Indonésie. Nous en sommes vivement préoccupés.

Fonctionnement de l'Alliance

6. La force de notre Alliance, librement conclue entre des nations indépendantes, réside dans notre unité fondamentale face au danger qui nous menace. Grâce à cette unité fondamentale nous pouvons surmonter nos difficultés et mettre en harmonie nos points de vue particuliers. Comme l'ont montré les événements de Hongrie, l'unité du bloc soviétique ne se maintient que par la contrainte politique et militaire.

7. Malgré des progrès certains, nos consultations politiques appellent encore des améliorations. Nous y pourvoions. Les représentants permanents seront tenus pleinement au courant de tous les aspects de la politique de leurs gouvernements affectant les intérêts de l'Alliance et de ses membres. De cette manière nous serons en mesure de tirer pleinement profit de l'expérience de nos partenaires et d'assurer une large coordination de nos politiques dans l'intérêt non seulement de l'Alliance, mais du monde libre tout entier.

D'autre part, pour renforcer la cohésion interne de l'Alliance, le Conseil permanent et le secrétaire général doivent pouvoir assurer une consultation efficace et disposer le cas échéant d'une procédure de conciliation préalable.

Désarmement

8. Nous rappelons qu'au cours de cette année les pays occidentaux participant aux conversations de Londres sur le désarmement ont présenté à l'Union soviétique, avec l'accord unanime de l'OTAN, une série de propositions concrètes qui, avec des contrôles efficaces, visaient à :

- Une réduction des armements de toute nature et des effectifs;
- L'arrêt de la production de matières fissiles à des fins militaires;
- La réduction des stocks existants d'armes nucléaires;
- La suspension des essais d'armes nucléaires;
- L'adoption de mesures de protection contre les risques d'attaque par surprise.

9. Nous constatons avec regret que ces diverses propositions, dont l'acceptation mettrait fin à la course aux armements et renforcerait la sécurité mondiale, ont été rejetées en bloc par l'Union soviétique, bien qu'elles aient été approuvées par cinquante-six pays membres des Nations Unies.

10. Nous regrettons que l'Union soviétique ait bloqué les négociations sur le désarmement en déclarant sa volonté de boycotter la Commission du désarmement des Nations Unies, élargie à vingt-cinq nations par une forte majorité de l'Assemblée générale.

11. Nous dénonçons la tactique soviétique qui consiste à faire alterner les déclarations pacifiques de propagande et les tentatives d'intimidation par la menace de bombardements nucléaires.

12. Nous déplorons aussi que les dirigeants de l'URSS ne permettent pas que les populations soviétiques soient impartialement informées et éclairées par les services des Nations Unies, en même temps que les populations d'autres pays membres de cette organisation, sur les dangers de la dévastation auxquels tous les peuples seraient exposés en cas de guerre générale. Une résolution dans ce sens a été adoptée en novembre 1957 par l'Assemblée générale des Nations Unies par 71 voix pour et 9 contre.